

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Nous voici en 2006. Ceux qui sont nés au début des Trente Glorieuses, avec les ordonnances instituant un système général de protection sociale, qui ont vu s'instaurer les fondements d'une Europe enfin pacifiée et, en 1968, sont descendus dans la rue pour s'élever contre l'évangile de la croissance, vont fêter leur soixantième anniversaire.

Ceux-là qui, avec les premiers vols spatiaux, ont aussi découvert que nous ne formions qu'une « seule Terre » et étaient donc supposés devenir tous solidaires d'un même écosystème planétaire, qui ont suivi la première conférence mondiale sur l'environnement (Stockholm, 1972) et ont connu les chocs pétroliers, en dépit des « Trente Piteuses », n'ont rien changé (ou presque) à leurs habitudes. Ils vivent depuis 30 ans à crédit, au détriment des générations suivantes, accumulant les déficits tout en faisant assaut de beaux discours sur la gouvernance et le développement durable.

Heureux pays que cette vieille France, si riche qu'elle a pu jusqu'à présent vivre sur ses lauriers flétris, sans entreprendre aucune des réformes profondes qui s'imposaient pour des raisons tant intérieures qu'extérieures. Quant aux problèmes internes, je n'y reviendrai pas, hormis pour rappeler qu'à l'évidence toutes les conditions

sont désormais réunies pour que le système explose.

Intéressons-nous plutôt, cette fois, non à la France mais au monde, sous l'angle du développement durable sur lequel on disserte à plaisir sans vraiment avoir pris encore la juste mesure du défi. Ce défi concerne le fondement même d'un modèle de développement qui, malgré tout ce que l'on peut dire de la dématérialisation, de la tertiarisation, de l'économie de la connaissance, repose sur une exploitation outrancière des ressources de la planète, entraîne la production de pollutions et de nuisances qui en altèrent profondément l'équilibre, et risquent de susciter des perturbations d'une ampleur sans précédent.

Cette insoutenabilité de nos modèles de développement est illustrée aujourd'hui par les tensions sur les ressources énergétiques fossiles, à l'évidence insuffisantes pour permettre la généralisation à tous les peuples du mode de vie des pays industrialisés, et par la perturbation colossale qu'entraînerait du reste une telle généralisation vis-à-vis de l'écosystème et donc des conditions de vie sur Terre.

Dans mon éditorial d'octobre sur « la fin du pétrole ? », je rappelais une banalité, à savoir le caractère limité des ressources fossiles, en même

temps que l'explosion des consommations dans les pays industrialisés et ceux en voie de développement rapide. Les économistes, ayant une foi inébranlable en la vertu des prix, nous ont longtemps rétorqué que la demande croissant alors que la ressource est rare, les prix augmenteraient dans des proportions suffisantes pour nous permettre d'opérer les ajustements requis : en comprimant la demande et en finançant le développement de ressources alternatives. Ainsi a-t-on propagé dans les esprits l'idée que la magie des prix et celle de la technique permettraient de surmonter toutes les contraintes.

Force est toutefois aujourd'hui de se rendre à l'évidence. Deux facteurs limitants vont s'imposer dans les années qui viennent : la disponibilité en ressources énergétiques fossiles, particulièrement les hydrocarbures ; et le réchauffement climatique induit par les émissions de gaz à effet de serre.

S'agissant des ressources en hydrocarbures, les géologues nous ont depuis longtemps alertés sur le fait qu'elles étaient limitées. En revanche, deux éléments nouveaux caractérisent la période actuelle : d'une part la forte croissance de la demande, en raison d'abord des pays industrialisés outrageusement consommateurs tels les États-Unis ; ensuite la croissance économique rapide des pays en développement. Un certain nombre de responsables de compagnies pétrolières reconnaissent eux-mêmes que nous allons vers un « pic de production » à l'horizon des toutes prochaines décennies, ceci expliquant l'envolée depuis début 2000 du prix du pétrole — aucunement comparable, cependant, à celle que nous avons connue lors des chocs des années 1970.

Simultanément, et là est le deuxième terme de l'équation, sont enfin reconnus aujourd'hui l'enjeu considérable résultant du changement climatique et la nécessité de limiter les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 à la moitié de celles de 2000, tout cela durant une période où la population de la planète augmentera environ de moitié. En termes plus précis, cela signifie qu'il faudra diviser en moyenne par quatre les émissions de dioxyde de carbone dans les pays industrialisés, objectif auquel sont hélas loin de souscrire tous les pays concernés.

Jamais donc nous n'avons été confrontés à un tel défi en matière et d'approvisionnement énergétique et de développement durable. Celui-ci était aisément prévisible. Il a fait l'objet de très nombreux articles publiés dans la revue *Futuribles* depuis sa création (1975). Mais force est de constater, là encore, que les mesures qui s'imposaient n'ont point été adoptées.

Quels espoirs pouvons-nous aujourd'hui fonder — sous réserve de quels investissements et à quel horizon — sur les différentes sources alternatives d'énergie ? Que pouvons-nous attendre de l'énergie nucléaire, des énergies renouvelables, des efforts pouvant être faits au titre d'une plus grande efficacité énergétique, donc d'une croissance plus sobre ? Telle est la problématique générale de ce numéro spécial qui montre bien que, à défaut d'une solution miracle intervenant en temps voulu, il nous faudra simultanément améliorer considérablement nos politiques de maîtrise énergétique et diversifier les sources d'approvisionnement.

Hugues de Jouvenel